

MTL.

L.7007/1.

Compte : - 1 -
17.12.55

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

Coordination (2)

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 23 janvier 1960, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "concernant l'octroi d'une allocation forfaitaire annuelle à certains commis mécanographes des contributions directes et à certains chefs de section mécanographes", a donné le 1er février 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 23e januari 1960 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende de toekenning van een jaarlijkse forfaitaire toelage aan sommige klerken-mecanografen der directe belastingen en aan sommige sectiechefs-mecanografen", heeft de 1e februari 1960 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Dans le but de favoriser le zèle et la qualité du travail dans les services de mécanographie de l'administration des contributions directes, le projet tend à accorder une allocation aux commis mécanographes qui donnent la preuve de leur connaissance des travaux du service et qui, ensuite, ont un rendement atteignant les normes fixées par le directeur général de l'administration des contributions directes. Il tend à accorder également la même allocation aux chefs de section mécanographes signalés au moins par la mention "bon".

Le projet soumis au Conseil d'Etat consiste en un projet d'arrêté ministériel. Le Gouvernement estime, en effet, que le projet peut trouver un fondement juridique dans l'article 2 de l'arrêté du Régent du 29 mars 1950 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques payées par le Trésor au personnel des administrations de l'Etat. Tel que cet article a été modifié par l'arrêté du 31 juillet 1952, il dispose que "l'accomplissement des prestations qui ne peuvent être considérées comme normales peut donner lieu à l'octroi d'une allocation. Celle-ci est fixée de commun accord entre le Ministre intéressé et le Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions".

I. Comme le Conseil d'Etat l'a observé dans son avis du 13 avril 1959 sur le projet d'arrêté ministériel fixant les taux des allocations accordées aux agents de l'administration du cadastre pour les prestations supplémentaires effectuées en vue de la mise à jour

de la documentation cadastrale, il n'est pas certain que l'article 2, seconde phrase, de l'arrêté du 29 mars 1950, modifié par l'arrêté du 31 juillet 1952, implique une délégation de compétence du Roi au Ministre intéressé et au Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions. On pourrait soutenir que la modification apportée à l'article 2 de l'arrêté du Régent du 29 mars 1950 par l'arrêté du 31 juillet 1952 n'a entraîné aucune modification, même implicite, de l'article 4 de cet arrêté du 29 mars 1950, aux termes duquel "l'octroi à titre général ou particulier d'allocation de toute nature est réglé par arrêté royal". Selon cette interprétation, l'article 2, seconde phrase, de l'arrêté du 29 mars 1950, modifié par l'arrêté du 31 juillet 1952, aurait pour effet de laisser subsister l'obligation de recourir à un arrêté royal pour l'octroi d'une allocation et de prévoir simplement que l'arrêté royal accordant l'allocation sera pris sur la proposition du Ministre intéressé mais après l'accord du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions. Le Conseil d'Etat croit donc devoir rappeler la suggestion qu'il a faite dans son avis du 13 avril 1959 ci-dessus indiqué, de prendre un nouvel arrêté pour rétablir la concordance entre l'article 2 nouveau de l'arrêté du 29 mars 1950 et l'article 4 du même arrêté, comme aussi pour rétablir la concordance entre l'arrêté du 29 mars 1950 et l'article 13, 3°, de l'arrêté du Régent du 15 décembre 1948 réglant les attributions du Comité du budget, modifié par l'arrêté du 20 mars 1950.

II. Il est fort douteux que le projet puisse trouver un fondement dans l'article 2 de l'arrêté du 29 mars 1950. Les allocations auxquelles le projet a trait ne semblent pas pouvoir être comprises parmi les allocations prévues par cette disposition. Par "prestations qui ne peuvent être considérées comme normales" au sens de cet article 2 de l'arrêté du 29 mars 1950, il semble bien qu'il faille entendre des tâches qui ne peuvent être comprises dans les obligations normales du service. Or, l'allocation accordée par l'article 1er, 1°, du projet aux commis mécanographes ne tend pas à rétribuer des tâches anormales, mais à récompenser des connaissances plus développées et un rendement plus grand. L'allocation accordée par l'article 1er, 2°, à tous les chefs de section mécanographes ayant le signalement "bon" peut moins encore être considérée comme destinée à rétribuer des prestations qui ne seraient pas normales.

Pour ces motifs, l'administration ne peut se borner à prendre un arrêté ministériel qui constituerait une mesure d'exécution de l'article 2 de l'arrêté du 29 mars 1950. Il est nécessaire de recourir à un arrêté royal.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Il conviendrait de supprimer le terme "forfaitaire". Ce qualificatif n'est pas, en l'espèce, employé dans son sens exact.

Le projet du Gouvernement attribue au directeur général de l'administration des contributions directes le pouvoir de fixer les normes de rendement à atteindre pour bénéficier de l'allocation. Or, le projet doit faire l'objet d'un arrêté royal ; il conviendrait dès lors que le Roi confie le pouvoir qui vient d'être indiqué au Ministre des Finances, avec faculté pour celui-ci de déléguer ce pouvoir au chef d'administration qu'il désigne.

En outre, tel qu'il est rédigé, l'article ne détermine pas sous quelle forme les commis mécanographes devront donner la preuve de leur connaissance des travaux du service.

L'intention du Gouvernement est de confier à l'autorité compétente pour fixer les normes de rendement, le pouvoir de déterminer la manière dont les intéressés feront la preuve de la connaissance des travaux du service.

Le texte devrait être complété à cet effet.

Article 2.

A la seconde phrase, par souci d'assurer l'uniformité dans la rédaction de textes énonçant des dispositions identiques, il serait préférable de reprendre la formule employée dans la loi du 10 mai 1955 : "(Les allocations accordées par le présent arrêté) sont soumises au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des Ministères".

Tenant compte des observations qui précèdent,
le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

ARRETE ROYAL ACCORDANT UNE ALLOCATION AUX CHEFS DE
SECTION MECANOGRAPHES ET AUX COMMIS MECANOGRAPHES DE
L'ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Consti-
tution;

Vu l'arrêté du Régent du 29 mars 1950 portant
réglementation générale des indemnités et allocations
quelconques payées par le Trésor au personnel des
administrations de l'Etat, notamment l'article 4;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale;

Vu l'accord du Comité du budget, donné le
29 décembre 1959;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des
Finances,

.../...

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Une allocation d'un montant de 4.680 francs l'an est accordée :

- 1° aux commis mécanographes de l'administration des contributions directes qui, selon les modalités déterminées par le Ministre des Finances ou le chef d'administration désigné par lui, donnent la preuve de leur connaissance des travaux du service et atteignent les normes de rendement fixées;
- 2° aux chefs de section mécanographes signalés au moins par la mention "bon".

Article 2.-

Les allocations accordées par le présent arrêté sont payées mensuellement en même temps que le traitement du mois.

Elles sont soumises au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des Ministères.

Article 3.-

L'arrêté ministériel du 23 juillet 1956 concernant l'octroi d'une allocation forfaitaire annuelle à certains commis mécanographes des contributions directes est abrogé.

Article 4.-

Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1960.

Article 5.-

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Om de werklust en de kwaliteit van het werk in de mecanografische diensten van het bestuur der directe belastingen te bevorderen, verleent het ontwerp-besluit een toelage aan klerken-mecanografen "die het bewijs leveren van hun bekendheid met de werkzaamheden van de dienst en daarna een rendement hebben dat de door de directeur-generaal van het bestuur der directe belastingen vast te stellen normen bereikt". Dezelfde toelage verleent het aan "de ten minste met de vermelding "goed" gesignaleerde sectiechefs-mecanografen".

De Regering werkt met een ministerieel besluit, omdat zij een rechtsgrond ervoor heeft menen te vinden in artikel 2 van het besluit van de Regent van 29 maart 1950 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard door de Schatkist aan het personeel der Rijksbesturen uitgekeerd. Dit artikel, gewijzigd bij het besluit van 31 juli 1952, bepaalt : "Het verrichten van prestaties die niet als normaal kunnen beschouwd worden, kan aanleiding geven tot het verlenen van een toelage. Deze wordt vastgesteld in gemeen overleg tussen de betrokken Minister en de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort".

I. Zoals de Raad van State heeft opgemerkt in zijn advies van 13 april 1959 over het ontwerp van ministerieel besluit tot vaststelling der bedragen van de toelagen toegekend aan de personeelsleden van de administratie van het kadaster voor de bijkomende prestaties uitgevoerd met

het oog op de bijwerking van de kadastrale documentatie, is niet uitgemaakt of artikel 2, tweede volzin, van het besluit van 29 maart 1950, gewijzigd bij het besluit van 31 juli 1952, dat er overdracht van bevoegdheid is vanwege de Koning aan de betrokken Minister en aan de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort. Er is grond voor de stelling, dat wijziging die het besluit van 31 juli 1952 in artikel 2 van het besluit van de Regent van 29 maart 1950 heeft aangebracht, hoëgenaamd niets, ook niet stilzwijgend, heeft veranderd in artikel 4 van genoemd besluit van 29 maart 1950, luidens hetwelk "de toekenning, bij wijze van algemene of bijzondere maatregel, van toelagen van alle aard bij koninklijk besluit wordt geregeld". Volgens deze interpretatie zou artikel 2, tweede volzin, van het besluit van 29 maart 1950, gewijzigd bij het besluit van 31 juli 1952, de verplichting laten bestaan om toelagen alleen bij koninklijk besluit te verlenen, en zou het alleen voorschrijven dat het koninklijk besluit tot verlening van de toelage moet worden vastgesteld op de voordracht van de betrokken Minister, maar na akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort. De Raad van State moge derhalve herinneren aan zijn wenk van 13 april 1959, namelijk een nieuw besluit uit te vaardigen dat opnieuw overeenstemming tot stand zou brengen enerzijds tussen het nieuwe artikel 2 en artikel 4 van het besluit van 29 maart 1950, anderzijds tussen dat besluit en artikel 13, 3°, van het besluit van de Regent van 15 december 1948 houdende regeling van de ambtsbevoegdheden van het Begrotingscomité, gewijzigd bij het besluit van 20 maart 1950.

II. Het valt zeer te betwijfelen of het ontwerp rechtsgrond kan vinden in artikel 2 van het besluit van 29 maart 1950. Het wil de Raad voorkomen dat de toelagen van het ontwerp moeilijk kunnen doorgaan voor toelagen in de zin van dat artikel. Onder "prestaties die niet als normaal kunnen beschouwd worden", in de zin van hetzelfde artikel, schijnen wel degelijk te moeten worden verstaan taken die niet tot de normale verplichtingen van de dienst kunnen worden gerekend. Artikel 1, 1°, van het ontwerp verleent de toelage aan de klerken-mecanografen niet om ongewone taken te bezoldigen, maar om een uitgebreider kennis en een hoger rendement te belonen. Nog minder kan de toelage van artikel 1, 2°, aan alle met "goed" gesignaleerde sectiechefs-mecanografen worden geacht andere dan gewone prestaties te bezoldigen.

Om die redenen kan de administratie niet volstaan met een ministerieel besluit, dat een maatregel zou zijn ter uitvoering van artikel 2 van het besluit van 29 maart 1950. Een koninklijk besluit is hier noodzakelijk.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

Men schrappe het woord "forfaitaire", dat hier niet in zijn juiste betekenis is gebruikt.

Het Regeringsontwerp machtigt de directeur-generaal van het bestuur der directe belastingen tot het vaststellen van de rendementsnormen die men moet bereiken,

wil men de toelage ontvangen. Aangezien het ontwerp een koninklijk besluit moet worden,, behoort de Koning die bevoegdheid op te dragen aan de Minister van Financiën, die ze dan op de door hem aan te wijzen bestuurschef kan overdragen.

In zijn huidige vorm bepaalt het artikel bovendien niet, hoe de klerken-mecanografen het "bewijs van hun bekendheid met de werkzaamheden van de dienst" moeten leveren.

Het ligt in de bedoeling van de Regering de bevoegdheid om te bepalen hoe de betrokkenen dit bewijs moeten leveren, op te dragen aan de overheid die tot het vaststellen van de rendementsnormen bevoegd is.

De tekst behoort in die zin te worden aangevuld.

Artikel 2.

Terwille van de eenheid in de redactie van teksten met soortgelijke bepalingen, verdient het aanbeveling voor de tweede volzin de in de wet van 10 mei 1955 gebruikte formule over te nemen : "Voor (de bij dit besluit toegekende toelagen) geldt dezelfde mobiliteitsregeling als voor de wedden van het personeel der ministeries".

+

+ +

.../...

Met inachtneming van deze opmerkingen stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE TOEKENNING VAN EEN TOELAGE
AAN SECTIECHEFS-MECANOGRAFEN EN KLERKEN-MECANOGRAFEN VAN
HET BESTUUR DER DIRECTE BELASTINGEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het besluit van de Regent van 29 maart 1950 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard door de Schatkist aan het personeel der Rijksbesturen uitgekeerd, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het advies van de syndicale raad van advies;

Gelet op het akkoord van het Begrotingscomité, gegeven op 29 december 1959;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Een toelage van 4.680 frank 's jaars wordt toegekend :

.../...

- 1° aan klerken-mecanografen van het bestuur der directe belastingen die, volgens de door de Minister van Financiën of de door hem aangewezen bestuurschef vast te stellen regelen, het bewijs leveren dat zij met het werk op de dienst vertrouwd zijn, en die de vastgestelde rendementsnormen bereiken;
- 2° aan sectiechefs-mecanografen die ten minste het signalement "goed" hebben gekregen.

Artikel 2.-

De bij dit besluit toegekende toelagen worden maandelijks samen met de maandwedde uitbetaald.

Voor deze toelagen geldt dezelfde mobiliteitsregeling als voor de wedden van het personeel der ministeries.

Artikel 3.-

Het ministerieel besluit van 23 juli 1956 betreffende het toekennen van een jaarlijkse forfaitaire toelage aan bepaalde klerken-mecanografen der directe belastingen wordt opgeheven.

Artikel 4.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1960.

.../...

ADV.

- 15 -

L. 7007/1.

Artikel 5.-

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

P.DE VISSCHER, assesseurs de la section
de législation,
J.ROLAND, bijzitters van de afde-
ling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la
version française et la version
néerlandaise a été vérifiée
sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté
par M.Ch.HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(s.) C.ROUSSEAUX.

De overeenstemming tus-
sen de Franse en de Nederlandse
tekst werd nagezien onder toe-
zicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitge-
bracht door de H.Ch.HUBERLANT,
auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(s.) J.SUETENS.